

**Samedi**  
**11**

## Les libertés associatives en danger et la citoyenneté réprimée. Angers, Roubaix, Nîmes, Grenoble... et ailleurs

 **10h-12h**

Des associations et des militant·es d'Angers, Nîmes ou Grenoble sanctionnés pour des actions de solidarité ou de défense des musulman·es et contre leur stigmatisation ; l'AJR, l'association des jeunes de la Roseraie à Angers, privée de ses locaux ; la radio locale Pastel à Roubaix qui perd ses subventions ; l'association d'éducation populaire L'Arche à Narbonne qui voit des subventions attribuées puis suspendues ; des représentant·es politiques stigmatisant des associations antiracistes ou musulmanes. Le rapport « Une citoyenneté réprimée » a recensé plus de 100 cas d'entraves à la liberté d'association. La loi confortant le respect des principes de la République, dite loi sur le séparatisme, renforce encore la défiance vis-à-vis des associations des quartiers populaires et jette une suspicion généralisée à l'encontre des personnes de confession musulmane, comme sur toutes les associations et les citoyennes et citoyens engagés.

Triste anniversaire des 120 ans de la loi 1901.

Quelles actions mettre en place pour permettre aux initiatives associatives de construire une société plus solidaire, plus juste, plus citoyenne ?

**AVEC :**



**Julien Talpin**  
Observatoire des libertés  
associatives

**Aude Evin**  
Avocate

**Adrien Roux**  
Alliance  
Citoyenne

**Tayeb Cherfi**  
Tactikollectif

**Omar Rahni**  
**Rabah Mezine**  
Militants PSN Roubaix

**Zoubida Chalkha**  
Association L'Arche  
Militante PSN Narbonne

**Marie-Paule Diallo**  
**Saïd Boukoba**  
Militant·es PSN Angers

**Samedi**  
**11**

## Du quartier du Pile (Roubaix) au quartier Robert Schuman (Melun) : des luttes qui démontrent la volonté d'agir des habitant·es des quartiers populaires

 **14h-16h**

Depuis 2017, les habitant·es du Pile à Roubaix et de Robert Schuman à Melun sont en lutte contre les projets de rénovation urbaine et la démolition de leurs logements. L'Atelier Populaire d'Urbanisme et Pas sans Nous soutiennent la mobilisation des habitant·es à Roubaix qui ont initié une table de quartier. Leur combat porte notamment contre les expulsions et les expropriations.

L'expérience de lutte des habitant·es du Pile, retracée dans le film « Pile, permis de démolir » en 2017 a permis aux habitant·es de faire entendre leur parole dans un contexte où celle-ci ne leur semblait pas être entendue.

La mobilisation des habitant·es de Robert Schuman, soutenue très activement par APPUII et Pas sans Nous, a permis de produire des propositions urbaines et de requalification de l'habitat alternatives au projet de rénovation urbaine envisagé par la Municipalité et les pouvoirs publics.

Ces deux expériences de lutte démontrent la détermination des habitant·es à prendre part à la prise de décision publique et leur volonté de participer activement aux débats et à la démocratie locale.

**AVEC :**



**Fatima El Atmioui**  
Porte-parole du collectif  
des habitant·es du  
quartier Schuman

**Marie-Hélène Bacqué**  
Co-auteure du rapport "Ça  
ne se fera plus sans nous"

**Samir Hadj-Doudou**  
**Ali Rahni**  
Militants PSN - Quartier du Pile

**François Dubois**  
APPUII

**Renée-Claire Glichtzman**  
Militante PSN

Dans les années 1960, les luttes des habitant·es des quartiers populaires prenaient place dans les revendications portées par les syndicats et dans les réponses politiques apportées par les partis de gauche. Depuis la fin des années 1970, la précarisation de la société s'est installée et a notamment touché les habitant·es des quartiers populaires. Pour faire face à cette situation les habitant·es de ces quartiers n'ont pas trouvé le soutien nécessaire à leur mobilisation ni des syndicats, ni des partis de gauche. En retour, les classes populaires des quartiers expriment une défiance vis-à-vis des partis politiques de gauche et des syndicats, ce qui participe à la montée de l'abstention et à l'affaiblissement du mouvement social.

Néanmoins, l'engagement des habitant·es des quartiers populaires est très actif grâce à une forte vie associative et une solidarité très importante dans les quartiers. La détermination des habitant·es à prendre part activement aux décisions politiques qui touchent leurs quartiers et à la démocratie locale reste présente mais dans des formes renouvelées.

La question porte sur la capacité de la démocratie représentative et plus particulièrement celle de la gauche, aux syndicats et partis politiques, à entendre les revendications portées par les habitant·es des quartiers populaires.

**AVEC :**



**Mohamed Mechmache**  
Coordination nationale Pas sans Nous

**Edwy Plenel**  
Directeur de publication de Mediapart

**Arié Alimi**  
Avocat et membre de la Ligue des Droits de l'Homme

**Olivier Besancenot**  
NPA

**Azzédine Taïbi**  
Maire de Stains (PCF)

**Mathilde Panot**  
Députée, Val-de-Marne (LFI)

**Karim Bouamrane**  
Mairie de Saint-Ouen (PS)

**Ulysse Rabaté**  
Auteur du livre « Politique BeurkTactikollectif Beurk, les quartiers populaires et la gauche »

**Tayeb Cherfi**

**Sophie Taillé-Polian**  
Coordinatrice nationale de Génération\*s

**Omar Slaouti**  
Enseignant, l'un des initiateurs de la Marche contre l'islamophobie (2019)

**Où nous trouver ?**

Au début de la Rue des Premiers de Corvè-e-s, à côté du Carrefour des Jours Heureux et du Village associatif.

**Exposition permanente**

"Ô Blédi ! Ô Toulouse ! Présences maghrébines dans la ville rose 1945-2001" par le Tactikollectif



**En partenariat avec :**



**ADRESSE :**

 6 Rue Arnold Géraux, L'île Saint-Denis

**CONTACTEZ NOUS :**

 Coordinationcitoyennationale@gmail.com  
 06 77 33 54 28 / 09 72 57 08 12

 Passansnous.org

 Coordination Pas Sans Nous

 @pas\_sansnous

 <https://blogs.mediapart.fr//pas.sans.nous/blog>

Avec le soutien de

